

COMMUNIQUE DE PRESSE

FACE A UNE CRISE HUMANITAIRE SANS PRECEDENT APPEL A LEVER LE BLOCUS DE GAZA !

Nous, citoyens et acteurs de solidarité, de justice et de paix, chrétiens, musulmans, juifs croyants ou non-croyants, exigeons ensemble la levée rapide du blocus de Gaza !

A Gaza, la crise humanitaire s'aggrave, conséquence de la brutalité d'un blocus total - terrestre, maritime, aérien - et inhumain imposé par Israël depuis onze ans, auquel l'Egypte apporte son concours, dans ce qui ressemble à l'indifférence de la communauté internationale.

*AUJOURD'HUI, C'EST TOUTE UNE SOCIÉTÉ QUI MENACE DE S'EFFONDRE !
NOUS VOULONS QUE NOS CONCITOYENS EN SOIENT INFORMÉS !*

De nombreux organismes et spécialistes – UNRWA (agence des Nations unies chargée des réfugiés palestiniens), OMS (Organisation mondiale de la santé), Fédération internationale des droits de l'homme, et même responsables militaires israéliens – tirent la sonnette d'alarme sur le scénario catastrophe qui se dessine : un DRAME HUMAIN sans précédent mettant en péril la vie de deux millions de personnes et l'aggravation du chaos au Proche-Orient qui menace la paix mondiale.

Pour empêcher ce désastre, il faut lever d'urgence le blocus de Gaza !

Le 19 novembre 2016, la Cour pénale internationale a confirmé le statut de territoire occupé de la bande de Gaza, malgré le retrait israélien de 2005, « en raison de la portée et du degré de contrôle qu'Israël a conservé sur ce territoire ». En tant que puissance occupante, l'Etat d'Israël, en application des conventions de Genève dont il est signataire, A L'OBLIGATION DE GARANTIR LA SUBSISTANCE de la population de Gaza.

L'Accord d'association entre Israël et l'Union européenne, qui donne à Israël de grandes facilités commerciales, fiscales et technologiques, précise que « le respect des droits de l'homme et des principes démocratiques constitue un élément essentiel de l'Accord » (art. 2). Israël VIOLE CES PRINCIPES en imposant à ce minuscule territoire un blocus qui empêche toute vie normale (95 % d'eau non potable, 4 h d'électricité par jour en moyenne, hôpitaux sans médicaments ni courant électrique entraînant notamment le décès de nouveau-nés et de personnes fragiles).

Nous demandons que les gouvernements des Etats membres de l'ONU et de l'Union européenne respectent enfin les principes qu'ils affichent et fassent preuve de responsabilité en organisant la LEVEE DU BLOCUS DE GAZA, dans des conditions qui garantissent la sécurité de toutes les populations de la région.

C'est une exigence au nom du respect du droit international, de la dignité humaine et de la sauvegarde de la paix mondiale.

Daniel Duigou, curé du Centre pastoral Saint-Merry (Paris 4^e)

Yazid Madi, président du Conseil des Musulmans à Massy (CMM)

Pierre Stambul, coprésident de l'Union juive française pour la paix (UJFP)

Jean-Pierre Bacqué et Myriam Bouregba, Atelier Israël-Palestine du Groupe d'amitié islamo-chrétienne (GAIC)

Ces organisations participent, chacune à leur façon, à la solidarité avec Gaza, par le plaidoyer, la collecte, les contacts et les actions concrètes, notamment le Centre pastoral Saint-Merry avec la création d'un jardin d'enfants et l'UJFP avec l'installation d'un château d'eau et le projet d'en monter un autre.

Contact : daniel.duigou@numericable.com